

A LA C.E. CONFÉDÉRALE...

Les deux dernières C.E. Confédérales furent surtout consacrées au *Front Démocratique et Social*.

Il s'en faut, et de loin, que l'initiative de Guy Mollet trouve un écho favorable chez tous les militants de notre organisation.

Bon nombre d'entre eux n'ont pas oublié que nous avons quitté la C.G.T. au nom de l'indépendance à l'égard des partis politiques quels qu'ils soient.

Par ailleurs, il est clair que l'idée d'acoquiner la C.G.T.F.O. à des partis politiques aussi discrédités que la S.F.I.O. et le M.R.P., a de quoi inquiéter tous les militants soucieux de conserver une audience dans la classe ouvrière.

C'est ce qu'a bien compris Lafond, qui espère faire avaler plus facilement la pillule en faisant l'opération en deux temps.

La fond propose, pour commencer, la constitution d'un cartel limité aux seules organisations syndicales et familiales (C.F.T.C., C.G.A., U.N.A.F., etc.).

Ces organisations élaboreraient un programme commun. A la suite de quoi il ne resterait plus qu'à trouver des alliés (selon l'expression de Lafond lui-même) sur le terrain politique pour voir réapparaître le *Front Démocratique et Social*.

La grosse innovation réside dans une alliance avec... la C.G.A.! Cette proposition a de quoi surprendre dans la bouche de Lafond, dont personne n'a oublié les fines plaisanteries sur les *Enfants de l'amour*.

Nombreux furent les membres de la C.E. qui soulevèrent des objections à cette alliance contre nature. Citons entre autres les camarades Peeters et Bomal qui ne manquèrent pas de souligner l'attitude de la C.G.A. dans les organisme où elle siège en commun avec notre organisation; attitude qui consiste à voter systématiquement contre les initiatives de nos militants qu'il s'agisse de l'habitat ou du chômage comme cela s'est encore produit tout récemment en *Conseil Economique*.

Il est certain que le regroupement d'intérêts aussi divergents que ceux de la petite et grosse bourgeoisie rurale représentée par la C.G.A. et ceux de la classe ouvrière défendus par notre organisation ne peut se faire sur le seul terrain syndical.

Lorsque l'on veut regrouper des catégories sociales dont les intérêts sont contradictoires, on est contraint de quitter le terrain solide de l'économie pour celui de la politique.

A la communauté d'intérêts, base de l'organisation syndicale, on substitue la communauté idéologique et l'histoire nous a appris où cela pouvait conduire.

Dans le cas précis qui nous occupe quelle pourrait bien être cette idéologie commune suffisamment attirante pour persuader la classe ouvrière française qu'elle doit sacrifier son autonomie et la défense de

ses intérêts particuliers à la constitution d'un superparti et à la défense d'un prétendu intérêt général?

Il suffit de constater quels sont les initiateurs et partisans du *Front Démocratique et Social* pour déceler leur véritable intention. Les partisans du *Front Démocratique et Social* sont ceux qui, dans le pays et à la Chambre font actuellement campagne pour la C.E.D.

Et le rôle assigné au *Front Démocratique et Social* s'éclaire d'un jour cru.

Le *Front Démocratique et Social* serait le pendant du «*Front National uni*», cher aux Staliniens et qui lui irait de Benoit Frachon à De Gaulle en passant par Daladier.

Ainsi partisans et adversaires de la C.E.D. pourraient utiliser la force que constitue la classe ouvrière organisée dans ses syndicats.

Nous le disons tout net: nous n'accepterons pas de jouer ce jeu-là.

Au *Front Démocratique et Social* et au *Front National Uni* nous opposerons la constitution d'un *Front Ouvrier*.

Et nous retrouvons le problème de la réalisation de l'unité d'action que NOUS ALLONS ETRE MAINTENANT A PEU PRES LES SEULS A DEFENDRE.

Frachon est contre l'unité d'action qui ne peut se faire que sur la base de la défense de revendications ouvrières incompatibles avec la pratique d'une politique commune, avec MM. Daladier et de Gaulle.

C'est ce qui explique le machiavélisme infernal des dirigeants de la C.G.T. qui clament partout leur désir d'unité d'action alors que, dans le même temps, ils mènent campagne pour des «comités» d'unité d'action élus à la base qu'ils savent pratiquement irréalisables.

Dans la conjoncture actuelle, notre organisation a une chance inespérée de démasquer devant les travailleurs, l'imposture stalinienne et de devenir la grande centrale ouvrière qui reste hélas! encore à construire.

Il lui suffit de formuler un programme précis correspondant aux aspirations ouvrières et pouvant servir de cadre à l'unité d'action.

Les dirigeants staliniens de la C.G.T., en refusant l'unité d'action sur des BASES QUE NOUS AURONS DEFINIES, se démasqueront et leur dépendance totale à l'égard des exigences de la diplomatie du Kremlin éclatera au grand jour.

Cependant il est clair que la C.G.T.F.O. ne pourra jouer ce rôle que dans la mesure où elle sera décidée à promouvoir une action ouvrière sans se soucier des impératifs de la politique internationale du Département d'Etat.

Saurons-nous le comprendre et est-ce encore possible ?

Alexandre HEBERT.
